

## LA GRÈVE DE LA SIDERURGIE LORRAINE

(D'un correspondant de "La Vérité")

Commencée le 21 septembre, la grève a pris fin après vingt-cinq jours de lutte.

Un Cartel intersyndical départemental a été constitué avant la grève sur l'initiative de la C.G.T. entre cette dernière et la C.F.T.C. auxquelles se sont joints les syndicats locaux F.O. (l'Union Départementale F.O. ayant refusé l'unité d'action).

Cette unité, ayant été réalisée à la condition expresse qu'un minimum de sécurité serait assuré en cas de grève, a failli être rompue à plusieurs reprises au cours de la grève. Les éléments staliniens ont, en permanence, insisté sur la nécessité de ne plus assurer la sécurité des cokeries pour faire céder le Comité des Forges. Devant l'hostilité rencontrée, les efforts furent alors portés sur deux usines particulièrement favorables et la sécurité cessa d'être maintenue à Mont-Saint-Martin et à Micheville, puis, après les incidents dans cette dernière usine, la sécurité fut reprise. On peut se poser la question: Comment expliquer l'insistance opiniâtre des staliniens sur cette question de la sécurité?

Dans nombre d'usines, les revendications décidées par les directions syndicales départementales étaient jugées insuffisantes par les ouvriers, mais la nécessité de les unifier, afin que la lutte soit unanime dans le département, les a amenés à les accepter. Les ouvriers pensaient surtout que l'importance de leur grève entraînerait rapidement une grève générale de toutes les corporations, seul moyen, à leurs yeux, d'apporter des avantages rapides et durables et que, dans une telle lutte, les revendications du début pouvaient être modifiées.

Cette volonté des travailleurs s'est manifestée particulièrement lorsqu'à Micheville les ouvriers sont accourus par milliers, obligeant les C.R.S., qui avaient occupé l'usine par surprise, à battre en retraite quelques heures après.

La grève s'est déroulée pendant vingt-cinq jours, avec une unité parfaite chez les grévistes et sans aucune défaillance. On a pu noter que le deuxième référendum, au 15<sup>e</sup> jour de grève, a obtenu 70 % pour la continuation de la lutte, pourcentage sensiblement égal au premier vote datant de la veille du conflit.

En dehors de l'augmentation décidée par le Gouvernement par l'arrêté du 28 septembre, les sidérurgistes obtiennent 5 % de réduction de l'abattement de zone, plus 5 % sur les salaires réels, soit un peu plus de 10 %. Et aucune garantie du pouvoir d'achat, sinon l'engagement des employeurs de se réunir en commission paritaire pour examiner le niveau des salaires et des prix. C'est encore loin de l'échelle mobile.

Les travailleurs ont le sentiment qu'ils n'ont pas été battus parce qu'ils ont refusé de se rendre, mais ils ont obtenu ce qu'ils ont voulu. Ils ne cachent pas leur déception de la trahison des centrales syndicales qui toutes se refusent à la grève générale.

Mais tous veulent que l'unité d'action réalisée pendant la grève se poursuive, au moins sur le plan local, seul moyen de faire face aux attaques patronales.

La Fédération des métaux C.G.T. a crié victoire et cherche tout bonnement à s'en attribuer le mérite. Ceci ne serait pas grave si elle s'en tenait là. Mais par une profusion de tracts et de réunions, elle prend à partie les organisations syndicales adverses pour prouver qu'elle seule a œuvré pour les sidérurgistes et elle conclut que l'unité réalisée dans la lutte doit se continuer par la rentrée en masse dans la C.G.T. C'est-à-dire qu'avec des moyens plus ou moins honnêtes, elle cherche à grignoter les autres organisations.

C'est le meilleur moyen pour décourager les militants sincères et compromettre l'unité d'action.

Espérons que les travailleurs dédaigneront les manœuvres pouvant porter atteinte à leur unité, d'où qu'elles viennent, et poursuivront cette unité pour se préparer à la grève générale, la seule pouvant apporter une véritable victoire.



A ROCHE-LA-MOLIERE

Ce fut comme une traînée de poudre:

« Ils » sont là!  
« Ils », ce sont les gardes mobiles, les C.R.S.

De bonne heure, le matin, avant l'aube, les « forces du maintien de l'ordre », comme on les appelait sous Pétain, se sont égaillées à plusieurs centaines de mètres des « plâtres » des puits Dolomieu et Gruner.

La tactique est la suivante:  
1° Chasser les ouvriers qui, par petits paquets, stationnent dans les parages;

2° Rejoindre lentement les abords immédiats des puits et s'emparer des installations.

Les ouvriers se sont éloignés, en maugréant. On n'aime pas les gardes mobiles, chez les travailleurs, et puis, on n'a pas le droit de circuler où l'on veut!

Mais les mineurs les plus dynamiques se sont regroupés. Parmi eux, des jeunes, surtout des jeunes.

Nous essayons de les rejoindre. Contournons les installations. Au détour du chemin, un petit raidillon:

— Attention! nous crie une femme, c'est dangereux.

En effet, derrière une palissade, les mercenaires en bleu sont là, l'arme à la bretelle.

Mais voici les ouvriers. Devant les cités Desvialles, on installe une barricade, faite de poutres, de pierres, de barricades et de vieilles tôles que l'on a déterrées à côté des jardins.

Parmi les combattants, fraternellement unis, des communistes, des syndicalistes, des trotskystes et des sans-parti. On se bat, sans se faire d'illusions d'ailleurs. Si les « autres » en face le veulent, ils sont armés. « Nous ne pouvons riposter qu'à coups de pierre. »

La bataille est inégale, mais la force des travailleurs pourrait être plus grande, si les dirigeants de la Fédération des Cheminots avaient donné le mot d'ordre d'interdire tout transport de C.R.S. et mieux, de se solidariser par une grève totale avec les mineurs. C'était cette volonté qu'avaient manifestée les travailleurs du rail en votant la grève à une très grosse majorité dans la région de Saint-Etienne et dans le Sud-Est, au cours du référendum organisé par leurs dirigeants. Pourquoi ces dirigeants n'ont-ils pas exécuté la volonté des syndiqués en donnant l'ordre de grève?

### AU PUIITS VILLIERS

Dès le premier jour, le 18 à 15 heures, les cinq puits du Soleil, dont le puits Villiers, furent occupés.

« Sans incidents »! commentera la presse à tout faire.

Mais lorsque les ouvriers de toutes les corporations de Saint-Etienne apprirent la nouvelle, le mécontentement grandit. La grève durait depuis quatorze jours et les « bonzes » syndicaux n'appelaient qu'à la solidarité financière.

Quelle belle occasion d'aider effectivement les camarades du sous-sol. Les métallos débrayèrent dans tous les quartiers de la grand'veille et se rendirent aux puits.

Une pluie de projectiles s'abattit sur les « défenseurs de l'ordre ».

— Reprenons nos puits! s'écria un dirigeant syndicaliste.

## AVEC LES MINEURS DE LA LOIRE

(Des correspondants de "La Vérité")

Mais les C.R.S. ripostèrent, bestialement, à coups de crosses.

Attaques et contre-attaques se succédèrent durant toute la soirée et les jours suivants.

Notons la magnifique combativité des locataires des « cités de la ville » près du boulevard Jules-Janin.

— Quand détruira-t-on ces maisons infâmes, s'écriait un lieutenant de C.R.S.

Mais des « maisons infâmes » sortaient, une nouvelle fois, les femmes qui vomissaient leur mépris à l'adresse de ses serveurs bien nourris de M. Jules Moch. « Quand donc pourrions-nous leur casser leurs sales gueules », disaient-elles en tendant le poing vers les soudards qui, peu de jours après, allaient assassiner le mineur Antoine Barbier à Firminy.

Quand? Quand les travailleurs, cessant de faire confiance aux dirigeants qui laissent les mineurs s'épuiser, malgré leur magnifique combativité, dans une trop longue lutte, et refusent d'organiser à temps la grève générale, organiseront eux-mêmes et tous ensemble leur lutte dans leurs Comités démocratiquement élus. Alors les C.R.S., alors les flics qui, devant les seuls mineurs désarmés, n'arrivent qu'au prix d'une longue lutte à faire reculer les travailleurs, seront écrasés à jamais.

NE COMPTEZ PAS SUR L'ARMÉE

MONSIEUR MOCH

VIII<sup>e</sup> REGION MILITAIRE

Subdivision de Saint-Etienne

ÉTAT-MAJOR — 3<sup>e</sup> BUREAU

N° 346/3/S.

NOTE DE SERVICE

(SECRET)

Il a été signalé que des contacts avaient eu lieu entre troupes et grévistes et que des conversations avaient paru s'engager.

Le Colonel, commandant la Subdivision,



## Pourquoi les mineurs se battent-ils seuls?

Question posée par les métallos stéphanois

Résolution adoptée à l'unanimité des présents, moins 5 voix, par l'Assemblée générale des travailleurs de l'Usine métallurgique Tréfilat, à Saint-Etienne.

Les travailleurs de l'Usine Tréfilat, réunis en Assemblée générale, après examen de la situation dans l'ensemble de la classe ouvrière, estiment que tous les travailleurs ont les mêmes intérêts devant l'action réactionnaire du Gouvernement (hausse des prix, diminution du pouvoir d'achat, répression policière contre le mouvement ouvrier) et la menace d'un gouvernement gaulliste, qui se manifeste en particulier comme à Grenoble par des attentats contre les travailleurs, et par son programme; augmentation de la durée du travail, suppression des organisations syndicales, etc...

Devant cette situation grave, ils estiment que la C.G.T. doit mettre en avant les revendications capables d'unir dans la lutte l'ensemble des travailleurs sans distinction de tendance:

Pour un véritable minimum vital. La C.G.T. fixait en 1945 le minimum vital à 4.000 fr., indice des prix 320 par rapport à 1939; aujourd'hui, cet indice est à 1.784, le minimum vital doit donc être fixé à 22.000 fr.

Pour la garantie de ce pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires et le contrôle ouvrier sur les prix et la production.

Pour la suppression de tous les abattements de zone.

Pour la suppression des abattements d'âge.

Pour la suppression totale et à tous les échelons de l'impôt sur les salaires et traitements.

rappelle d'une FAÇON IMPERATIVE que les troupes doivent être séparées des manifestants par un rideau de C.R.S. et que les contacts à prendre, le cas échéant, ne doivent être que par l'intermédiaire d'un fonctionnaire de la police. Les Chefs de Corps doivent attirer d'une façon particulière l'attention de leurs cadres sur ce point. Ils veilleront très attentivement à l'exécution du présent ordre.

Le Colonel compte sur la tenue et l'esprit de dévouement des corps, que tous se comportent avec honneur et discipline.

Saint-Etienne, le 19-10-1948.

Le Colonel Lestang,

commandant la subdivision

de Saint-Etienne.

Signé: LESTANG.

Pas fou, le colonel! Il se souvient des actes de fraternisation qui se sont répétés à maintes reprises entre les travailleurs et les soldats pendant la grève de novembre-décembre.

Et puis, il a peut-être entendu parler les soldats, il les a peut-être, comme nous, entendu dire avec fermeté: « S'ils comptent sur nous pour tirer, ils peuvent toujours attendre. »

Il a peut-être aussi vu leur mine renfrognée qui contraste avec les lourdes plaisanteries que s'envoient les chiens casqués de J. Moch, et qui montre avec quelle répugnance ils font le sale travail qui leur est imposé.

Il a surtout dû comprendre le danger de mettre trop les soldats au contact avec les ouvriers, s'il a su que dans la bataille qui se livrait autour des puits, les soldats conseillaient aux travailleurs désarmés face aux mitrailleurs des C.R.S.: « Bousculez-vous, on vous donnera nos pétards. »

Non, colonel, vous avez raison, les travailleurs que vous arrachez à leurs occupations pour leur remettre l'uniforme sur le dos ne sont pas prêts à tirer sur leurs frères.

## A L'INDUSTRIELLE DES TÉLÉPHONES UNE RÉOLUTION POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE

Le jeudi 16 septembre, deux manifestations prévues par la direction syndicale. La première, le matin, sur la base du 15<sup>e</sup> arrondissement, et l'après-midi grève générale de la métallurgie à 16 heures. Dans l'usine, la direction syndicale décida de faire une assemblée dans la cour de l'usine, à 10 h., afin d'envoyer une délégation à la manifestation du 15<sup>e</sup>. Donc, à 10 heures, les ouvriers débrayèrent et se rendirent à l'assemblée, à l'exception de la C.F.T.C. et de la F.O. Il est à noter que pas mal de camarades s'abstinrent, étant contre tout mouvement partiel. Après une intervention, le Bureau syndical présenta une motion se solidarisant avec le mouvement du 15<sup>e</sup> et approuvant celui général à la métallurgie. Un camarade défendit la résolution de l'Unité Syndicale demandant:

La grève générale,

L'échelle mobile,

Le contrôle ouvrier,

Un Gouvernement ouvrier et paysan sans ministres capitalistes.

Malgré la réponse des dirigeants syndicaux, les deux motions furent mises aux voix et adoptées toutes les deux. Ce fait montre que les ouvriers se manifestent de plus en plus en faveur d'un mouvement d'ensemble pour des solutions réelles à leur misère grandissante.

## Action généralisée dans la Marne

Châlons-sur-Marne, vendredi 24 septembre. — Meeting pour les augmentations de salaires et contre la vie chère. Ce meeting est organisé par C.G.T. et C.F.T.C. Plus de trois mille travailleurs étaient massés dès 17 heures au marché couvert. La grève était générale de 16 heures à 18 heures (Chemins de fer, P.T.T., Préfecture, Mairie, etc...). C'est dans un grand enthousiasme et dans la volonté générale « d'aller jusqu'au bout » que ce Meeting s'est déroulé.

A son issue, une résolution fut adoptée qui, après avoir déclaré que la patience de tous les travailleurs était à bout, qu'ils entendaient faire respecter leur droit à la vie, exigeait notamment:

1° le paiement immédiat d'une indemnité de 3.000 francs;

2° la fixation du minimum vital de 13.500 pour 40 heures et sa garantie;

a) par l'échelle mobile des salaires, traitements et retraites sur la base de l'indice de 1937;

b) par le contrôle ouvrier sur la production et les profits.

La résolution réclamait l'augmentation des prestations familiales à calculer sur le minimum vital, le rajustement des allocations aux vieux, etc...

Elle condamnait l'emploi de la force armée contre la classe ouvrière et réclamait l'abrogation des décrets anti-ouvriers.

En conclusion, cette résolution affirmait la volonté de lutte et d'unité des travailleurs de Châlons-sur-Marne ainsi que leur volonté de défendre le droit de grève: « Seul rempart des droits acquis et des conquêtes sociales. »

La délégation, accompagnée de la foule des travailleurs, alla porter cette résolution au Préfet pour bien montrer la volonté des travailleurs d'obtenir satisfaction. Il est à noter qu'il avait été impossible aux organisateurs de trouver un responsable F.O., mais que par contre les camarades F.O. de base participaient à la lutte.

LA GREVE DES CHEMINOTS

Le mercredi 6 octobre, l'A.G. des Cheminots C.G.T. décide, à une forte majorité, la grève pour le lendemain sur la base de

(Suite page 2)

Le Gérant: JULLIA



## LE 27<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA C.G.T. ...

### ... contre la grève générale

Le 27<sup>e</sup> Congrès Confédéral de la C.G.T. entrera dans l'histoire du mouvement ouvrier comme le « Grand Congrès de la lutte... contre la grève générale ».

Le véritable problème qui domine la situation politique et sociale de la France, à savoir celui de la grève générale, fut volontairement camouflé durant toute la préparation du Congrès. Ceci, bien que Frachon fût dans l'obligation de convenir que nombreux étaient les camarades qui voulaient la grève générale.

Au moment où le Congrès a commencé ses travaux, la grève des mineurs se développait, unanime, depuis plus d'une semaine. La victoire était à portée de la main; mais cette victoire exigeait, comme Dumont le proposait dès le premier jour dans une résolution, le déclenchement par le Congrès de la grève générale.

Les bureaucrates dirigeants de la C.G.T. firent donner toute la séquelle des dirigeants fédéraux pour interdire la discussion de cette résolution sur la grève générale: Victorien Dugué, Tournemaine, Lunet, etc..., se succédèrent pour démontrer que:

« Rien ne serait aussi désastreux pour les travailleurs que de s'engager dans la grève générale. » Lunet dit: « Avec sagesse, reprit Drouart, Léapiste cheminot, les responsables des cheminots ont ordonné la reprise du travail pour ne pas déclencher la grève générale. »

Les poings se serrent, quand on lit ces interventions au moment même où engageant dans la bataille l'armée des mineurs isolée, les « généraux »

de la classe ouvrière se sont refusés à lancer à l'assaut les forces décisives des métallurgistes, des cheminots et des dockers.

Que doit penser de tels « généraux » ce vieux délégué, mineur de fond, fidèle à sa classe, qui expliquait à Dumont que tous les mineurs étaient, au début, pour la grève générale, mais qu'ils se sont rendus, par la suite, aux explications « de ceux de Paris » qui leur ont démontré que la grève générale était impossible. Pourquoi était-elle impossible? Parce qu'elle aurait fait tomber le Gouvernement; les responsables n'auraient plus eu personne, alors, avec qui discuter des revendications, et la grève se serait éternisée!!!

Oui, l'objectif véritable de la lutte des mineurs était, en entraînant la grève générale de toutes les corporations, de renverser le Gouvernement bourgeois de misère et d'imposer un Gouvernement ouvrier, sans ministres capitalistes, qui eût donné satisfaction aux revendications des travailleurs.

Les chefs ne l'ont pas voulu. Ils ont trahi la confiance des travailleurs. Le vieux mineur de La Ricamarie ne l'a peut-être pas encore compris. Mais la classe ouvrière paiera de ses larmes et de son sang la grande trahison des chefs confédéraux qui pouvaient tout, mais qui n'ont pas voulu engager une lutte décisive contre le régime capitaliste. Puisse-nous voir, à la suite de cette épreuve, une avant-garde toujours plus large comprendre la signification de cette dure expérience et contribuer à forger l'arme indispensable à la victoire ouvrière: le Parti révolutionnaire. Pierre LAMBERT.

Je suis allé demander les impressions des deux délégués, Dumont et Roux, qui ont présenté et voté le texte minoritaire au Congrès de la C.G.T. L'Humanité a escamoté leurs interventions. Mais les dirigeants de la C.G.T. étaient-ils, eux, des champions de la démocratie syndicale? Sur ce point, Dumont me déclare:

« Les frachonistes voulaient un Congrès apparaissant comme le plus démocratique possible. En savants techniciens, ils l'ont organisé de main de maître, pour qu'il ait cette apparence, et cela seulement.

C'était donc un Congrès massif, mais aussi trié sur le volet. Des délégués nommés non pas par des Assemblées générales discutant démocratiquement leurs rapports et mandatant leurs représentants sur la base d'une orientation, mais par les Commissions Exécutives des Syndicats. Seuls peuvent intervenir les délégués titulaires. 1.200 suppléants ne sont donc là solidement encadrés que pour former le fond sonore. Frachon, premier tépor, donne le ton; les autres bonzes emboîtent le pas.

L'après-midi du premier jour, je vis Dumont foncer et engager une discussion animée avec Arrachard qui présidait. Le camarade Roux me dit:

« Pour moi, j'ai pu aisément parler. Je ne suis pas encore connu, on m'a donné la parole facilement. Dumont, lui, avait déjà défendu nos positions au Congrès de l'U.D. de la Seine.

« Il s'était fait inscrire le premier au Congrès de la C.G.T., mais on veillait au grain en haut lieu. Il était répété. Les orateurs se succédaient et toujours pas de Dumont. Le mystère, Dumont va te l'expliquer. »

Et Dumont d'enchaîner:

« Les orateurs se succédant, j'allai à la tribune.

## Le point de vue de la minorité

Interview par S. Lefranc

« Arrachard, Président, avait devant lui la liste des orateurs inscrits. Pardessus son épaule, je vis que j'étais bien inscrit en première place; mais mon nom était cerclé au crayon bleu et une longue flèche, en direction du dernier.

« C'était clair. Les bonzes savaient quelles étaient mes positions, ils entendaient me faire passer en fin de liste. Or les 50 derniers inscrits (parmi lesquels se trouvaient les délégués coloniaux) n'ont pu parler en séance plénière. J'ai menacé de faire un scandale; c'est à ce prix seulement que nous avons pu faire entendre la totalité des positions révolutionnaires que Roux avait pu commencer à exposer, parce qu'il n'était pas connu. »

La démocratie de façade s'est poursuivie jusqu'à la Commission de Résolution générale dont Roux me décrit ainsi la cuisine intérieure:

« La Commission générale était composée à l'avance: six frachonistes et six lélapistes (!). De Dumont et de moi, il n'était pas question. Il a fallu ruer dans les brancards pour obtenir d'en faire partie.

« Cependant, il serait faux d'en conclure que notre action a été stérile. Je peux te citer un fait particulièrement marquant.

« Un délégué mineur de La Ricamarie est venu me dire: « Mon vieux, je ne suis pas d'accord, mais j'ai essayé de t'écouter et j'ai exigé le silence autour de moi. La grève générale, nous, on la voulait, mais après, avec

qui pourrait-on traiter? Les dirigeants de notre Fédération nous ont dit: Pas besoin d'attendre les autres. Le Gouvernement sera bien obligé de capituler. »

Nombreux étaient les délégués amicaux envers nous.

Malgré la volonté nette des bonzes staliniens, toute la discussion a tourné autour de la grève générale. De Frachon à Lunet, tous ont dû donner pour expliquer que les grèves partielles, c'était bien mieux. »

Dumont me résume ainsi les débats qui sont ouverts par une intervention de Frachon:

« Vous, des révolutionnaires? Vous êtes de pâles opportunistes! La classe ouvrière est prête pour la révolution et vous, vous parlez de minimum vital, d'échelle mobile, etc... Le développement du capitalisme est inégal, il est de même de la classe ouvrière. Ces luttes partielles permettent aux secteurs ouvriers les moins évolués d'arriver au niveau des plus évolués. »

Nous avons eu beau jeu de lui répondre que le combat sur un programme incapable de rassembler les travailleurs ne pouvait pas faire progresser les moins évolués et les unir aux autres. Les ouvriers sont prêts à faire la révolution, dit Frachon? Alors, très bien, plus de grèves partielles qui usent l'avant-garde. Pour renverser l'Etat bourgeois, c'est la grève générale immédiate qu'il faut. »

Quelles conclusions, demandons-nous pour terminer, tirez-vous de ce Congrès?

Dumont reprend la parole: « Naturellement, il est pénible, dans un moment aussi décisif, de voir un Congrès organisé avec de semblables méthodes. Le but recherché était nettement un Congrès plébiscitant les chefs géniaux. »